

## COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES

### 1° SAGE ET SDAGE

La commune concernée par le projet et les épandages n'est pas incluse dans un SAGE.

Par contre, le SDAGE Seine Normandie 2016-2021 propose un programme de mesure qui compte 44 orientations et 191 dispositions qui sont organisées autour de grands défis comme :

- la diminution des pollutions ponctuelles ;
- la diminution des pollutions diffuses ;
- la protection de la mer et du littoral ;
- la restauration des milieux aquatiques ;
- la protection des captages pour l'alimentation en eau potable ;
- la prévention du risque d'inondation

Les principales dispositions du SDAGE concernant les exploitations agricoles sont les suivantes :

- **Disposition D1.1 : Adapter les rejets issus des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au milieu récepteur.** Pour respecter les objectifs d'état des masses d'eau, il convient d'ajuster les rejets dans les milieux aquatiques des stations d'épuration urbaines, des industries ou des activités agricoles.
- **Disposition D2.13 : Réduire la pression de fertilisation dans les zones vulnérables pour atteindre les objectifs du SDAGE.** Cette disposition correspond à l'application de la Directive Nitrates avec en particulier la réalisation d'analyses de sols pour l'évaluation des excédents d'azote susceptibles d'être lixiviés (« reliquats entrée d'hiver ») et le suivi des excédents d'azote post-récolte (calcul a posteriori du bilan azoté avec le rendement réellement obtenu).
- **Disposition D2.14. : Optimiser la couverture des sols en automne pour atteindre les objectifs environnementaux du SDAGE.**
- **Disposition D2.15. : Maîtriser les apports de phosphore en amont des masses d'eau de surface menacées d'eutrophisation.** Les masses d'eau eutrophisées seront identifiées et les principales zones émettrices impactant ces masses d'eau seront définies. Dans ces zones, des mesures seront prises pour ajuster, et si nécessaire plafonner, les apports de phosphore dans les plans de fertilisation des cultures et dans les plans d'épandage.
- **Disposition D2.16. Protéger les milieux aquatiques des pollutions par le maintien de la ripisylve naturelle ou la mise en place de zones tampons.** En zone vulnérable, la bande tampon de 5 m de large, non traitée et non fertilisée, doit être systématiquement implantée le long de tous les cours d'eau soumis aux BCAE.
- **Disposition D2.17. Maîtriser le ruissellement et l'érosion en amont des masses d'eau altérées par ces phénomènes.** Lorsqu'un cours d'eau ou une nappe souterraine est altéré par des phénomènes d'érosions ou de ruissellement, un plan d'action peut être mis en place avec l'implantation de bande enherbée, la couverture des sols en hiver.
- **Disposition D2.18. : Conserver et développer les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements.**
- **Disposition D2.19. : Maintenir et développer les surfaces en herbes existantes (prairies temporaires et permanentes).**
- **Disposition D2.20. : Limiter l'impact du drainage par des aménagements spécifiques.**
- **Disposition D2.22. Limiter les risques d'entraînement des contaminants microbiologiques par ruissellement hors des parcelles.** Pour éviter l'entraînement des effluents d'élevage et des boues de

STEP vers le milieu aquatique par ruissellement, des conditions plus strictes de gestion des sols et des épandages sont à mettre en œuvre notamment :

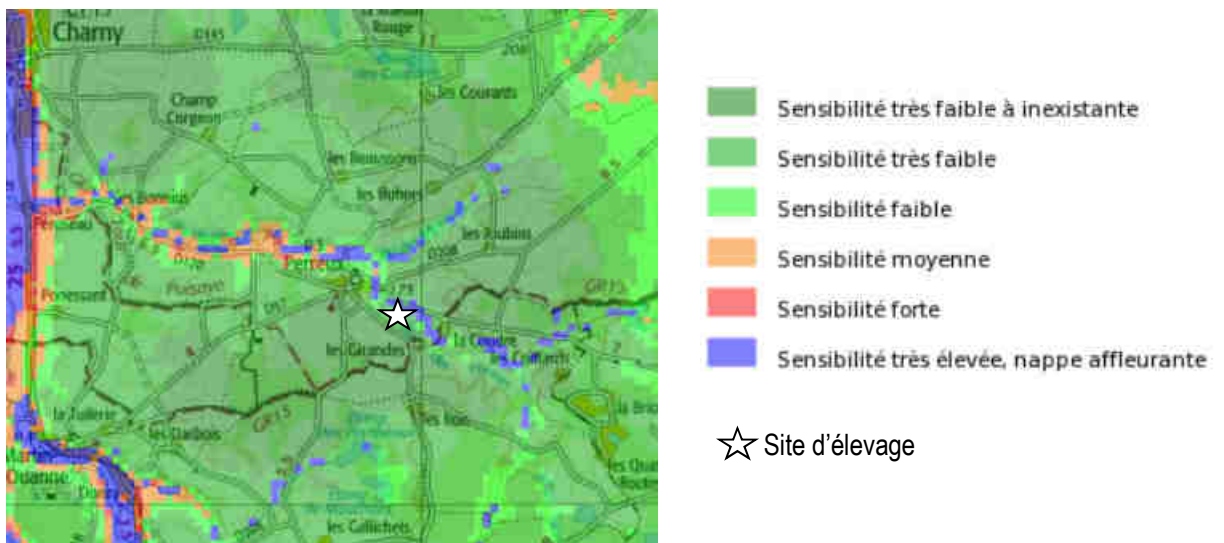
- en favorisant les systèmes « fumier » plutôt que « lisier »,
- en enfouissant les lisiers et autres effluents organiques liquides le plus rapidement possible après l'épandage,
- en maîtrisant les ruissellements et l'érosion des sols par la mise en œuvre des dispositions de l'orientation,
- en privilégiant l'épandage hors des thalwegs,
- en renforçant les contrôles des pratiques de stockage et d'épandage.

→ **Disposition D5.58. : Encadrer les rejets ponctuels dans les périmètres rapprochés de captages.** Pour les nouveaux rejets dans les périmètres de protection rapprochée des captages d'eau de surface pour l'alimentation en eau potable, l'autorité administrative prend en compte, lors de l'élaboration des prescriptions relatives aux autorisations et déclarations, la nature des rejets et des risques qu'ils présentent vis-à-vis de l'usage de l'eau potable et de l'obligation de réduire les traitements.

## **2° PLAN DE GESTION DES DECHETS**

Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) ne mentionne aucune information relative à l'épandage des effluents d'élevage. Il est mentionné que : « La ligne directrice du Plan est le maintien de la priorité au recyclage agricole des boues urbaines (quand elles sont conformes à la réglementation en vigueur) ».

## **3° PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION (PPRI)**



**Carte du risque inondation (source : Géorisque)**

Le site d'élevage est situé en zone de sensibilité très faible à faible. Le risque inondation est quasi-inexistant.

## **4° SCHEMA DE COHERENCE ECOLOGIQUE DE BOURGOGNE (SRCE)**

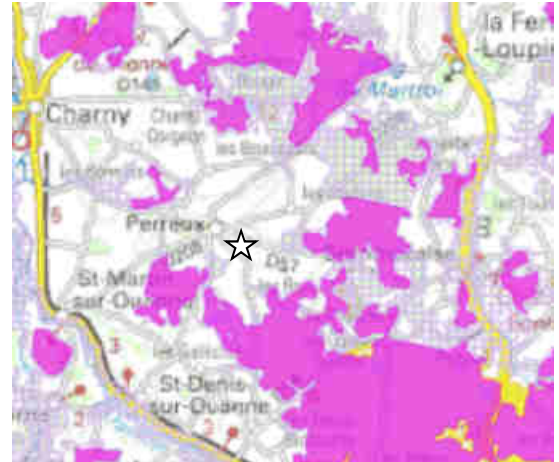
Le SRCE a pour objectif d'assurer la préservation et/ou la remise en état des continuités écologiques terrestres et aquatiques afin que celles-ci continuent à remplir leurs fonctions et à rendre des services utiles aux activités humaines. Les continuités écologiques comprennent des «réservoirs de biodiversité», espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, et des «corridors écologiques» qui assurent les connexions entre ces réservoirs, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

Le SRCE a été adopté en mars 2015 en Bourgogne.

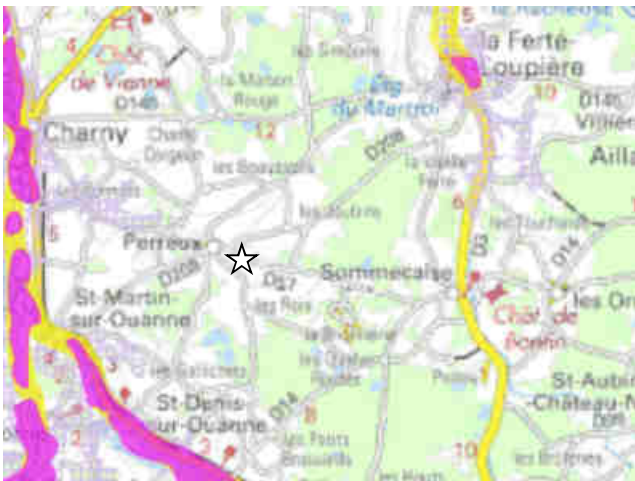
**Occupation du sol**



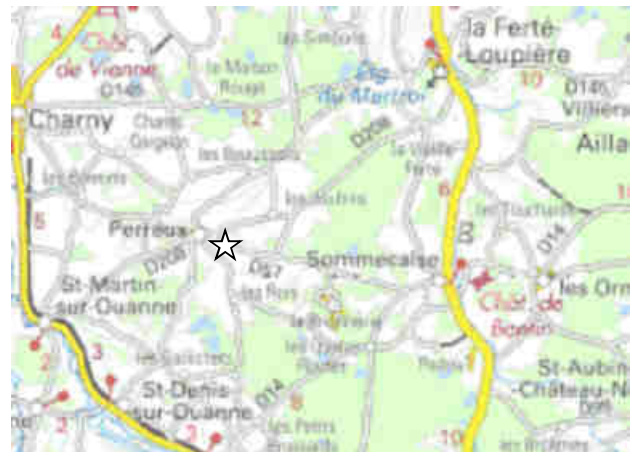
**Sous trame « Forêts »**



**Sous trame « Prairies et bocages »**



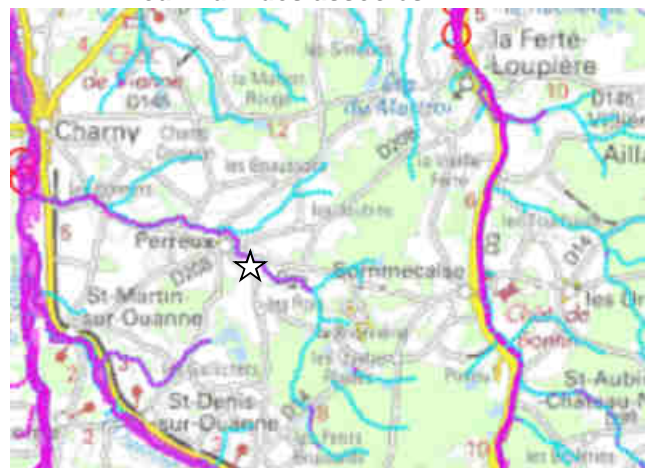
**Sous trame « Pelouses sèches »**



**Sous trame « Plans d'eau et zones humides »**



**Sous trame « Cours d'eau et milieux humides associés »**



☆ Site d'élevage

**Schéma de cohérence écologique en Bourgogne-Trame Verte et Bleue (source DREAL Bourgogne)**

Le site d'élevage n'est pas situé en zone de continuité écologique ou en éléments constitutifs de la trame verte et Bleue.

## **5° MASSE D'EAU SUPERFICIELLE ET SOUTERRAINE**

### **- Masse d'eau souterraine**



La masse d'eau souterraine concernée par le projet est la **Craie du Gâtinais**

A dominante sédimentaire non alluviale, les écoulements sont majoritairement libres

Au sein de cette masse d'eau, l'aquifère de la craie (le principal) et l'aquifère tertiaire sont identifiables :

- l'aquifère de la craie est constitué par deux réservoirs aquifères : l'aquifère du Sénonien-Turonien et l'aquifère du Cénomanien. Les deux réservoirs sont séparés par quelques mètres de formations semi-perméables du Turonien inférieur (craie marneuse) qui ne constituent pas un écran imperméable. L'existence de sources importantes dans l'aquifère inférieur cénomanien témoigne de l'alimentation par la nappe supérieure du Séno-Turonien, au travers de l'horizon semi-perméable qui les sépare. La craie n'affleure que dans les vallées et la nappe est majoritairement libre.

- L'aquifère du tertiaire, entre le Loing et l'Yonne, les formations sont très réduites et apparaissent sous forme de buttes résiduelles. Les formations de l'Oligocène et de l'Éocène forment un ensemble aquifère.

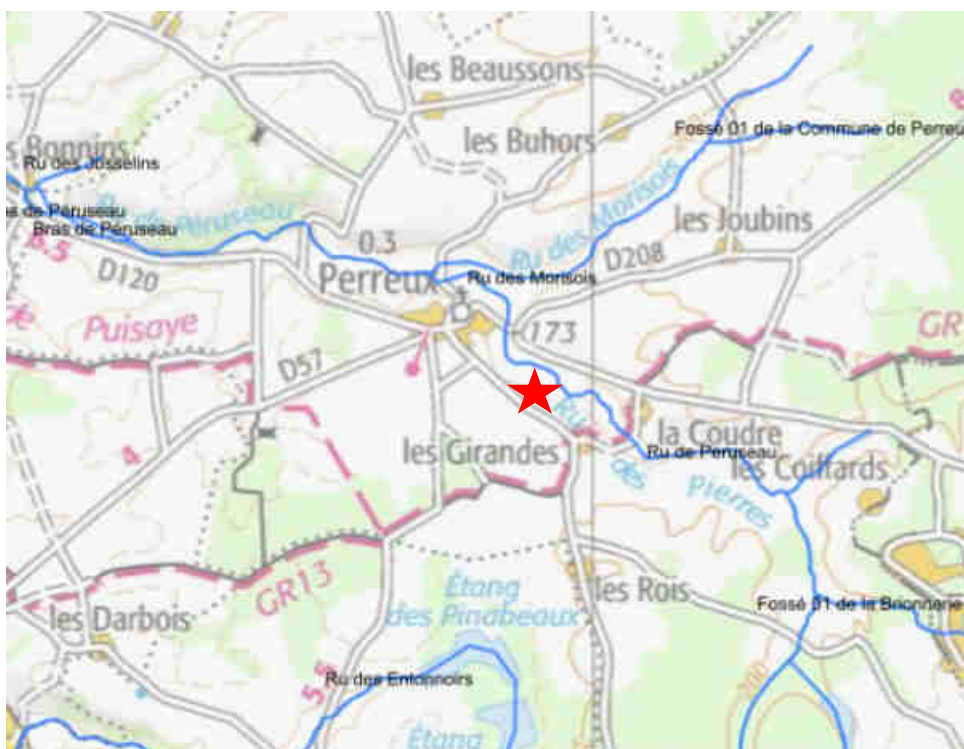
L'aquifère multicouche contient une nappe perchée drainée par les vallées et pouvant être en communication avec l'aquifère de la craie.

### **Risque de non atteinte du bon état en 2021**

	RNAOE 2021	Niveau de confiance de l'évaluation du risque	Paramètres à l'origine du risque	Pressions cause de risque	Objectif et délai d'atteinte	Paramètres avec tendance à la hausse
CHIMIQUE	OUI	Elevé	Pesticides (atrazine déséthyl, atrazine déséthyl déisopropyl, somme des pesticides), NO3	Agricoles diffuses	Bon état 2027	Atrazine déisopropyl, somme des pesticides et Nitrates
QUANTITATIF	NON	Faible		sans objet	Bon état 2015	

Il y a un risque de non atteinte du bon état de la qualité chimique de l'eau en 2027, du fait de la pression agricole.

- Masse d'eau superficielle



- ★ Localisation du projet
- Cours d'eau

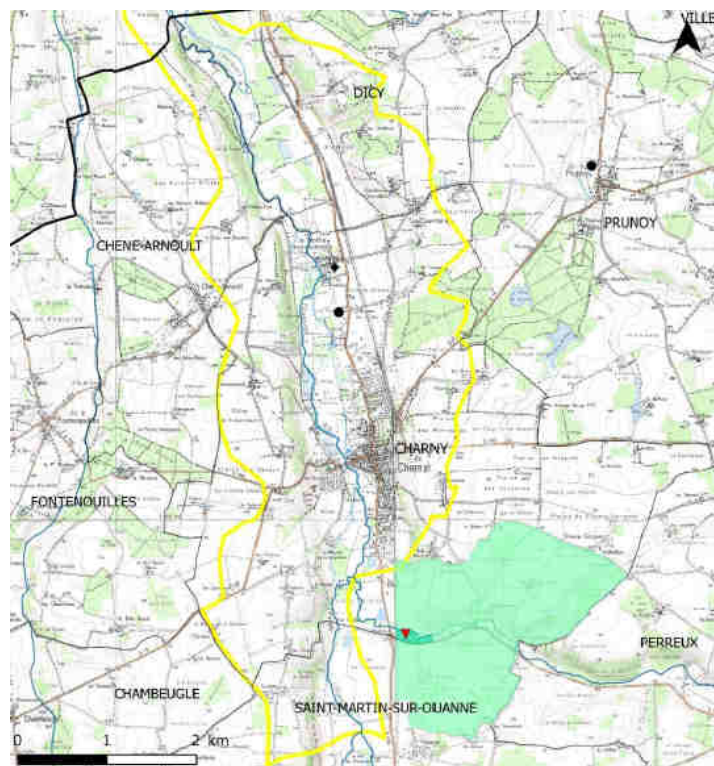
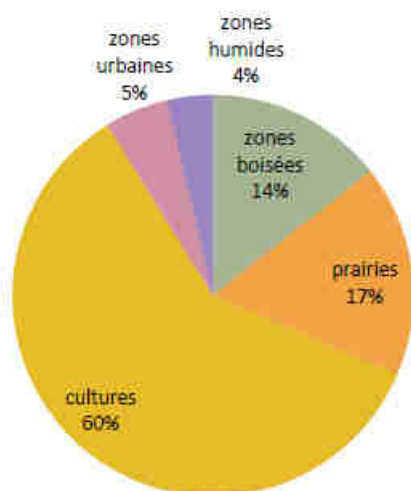
Source : Système d'information pour la gestion des eaux souterraines en Seine-Normandie

Le projet se situe à 180 m d'un cours d'eau : le ru de Peruseau. Les parcelles d'épandage sont également concernées par ce cours d'eau, par le Ru des Morisois et par le Ru des Entonniers. Ces cours d'eau rejoignent l'Ouanne à St Martin sur Ouanne et à Charny.

La masse d'eau superficielle concernée par le projet est : **L'Ouanne du confluent du Branlin au confluent du Loing.**

	Surface	Linéaire
ME totale	156 km <sup>2</sup>	39 km
ME dans BV Loing amont	12%	26%

**OCCUPATION DES SOLS**



## ETAT DE LA MASSE D'EAU

### ETAT DCE

Stations de mesures : ?

	Classe de qualité	Paramètres déclassants	Délai d'atteinte du bon état
<b>ETAT ECOLOGIQUE</b>	moyen		2015
Etat biologique	moyen	diatomées ; poissons	
Etat physico-chimique	bon		
<b>ETAT CHIMIQUE</b>	mauvais	Benzo(g,h,i)perylène ; Indeno(1,2,3-cd)pyrène	2027

## ENJEUX

	PRESSIONS	MESURES PRECONISEES
<b>POLLUTIONS</b>		
Rejets stations d'épuration	faible	diagnostic de réseau
Rejets non collectifs	moyen	
Rejets industriels	moyen	mesure de l'impact des rejets
Rejets diffus agricoles	moyen	étude sur l'érosion des sols et le ruissellement
<b>FONCTIONNALITE DES MILIEUX</b>		
Continuité (ouvrages)	moyen	
Hydromorphologie	moyen	diagnostic
Piétinement bovin	faible	
Plans d'eau	faible	
Zones humides	moyen	recensement et caractérisation; définition d'un plan de gestion
<b>GESTION DE LA RESSOURCE</b>		
Protection de captages	nul	
Régime hydrologique	nul	
Etiages	nul	
Prélèvements	nul	

*Description de la masse d'eau : L'Ouanne Secteur Aval*

*Source : Fédération des eaux Puisaye-Forterre / régie rivière / janvier 2014*

L'état de la masse d'eau superficielle est moyen d'un point de vue écologique et mauvais d'un point de vue chimique. Les rejets diffus agricoles font partie des enjeux identifiés sur cette masse d'eau, notamment en ce qui concerne l'érosion des sols et le ruissellement.

## 6° DIRECTIVE NITRATES

La commune de CHARNY OREE DE PUISAYE se trouve en zone vulnérable, telle que définie dans la Directive Européenne dite "Nitrates" 91/676/CEE du 12 décembre 1991 et l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2012. La préservation de la qualité des eaux est un enjeu fort de protection de l'environnement. Pour lutter contre la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole, la Directive européenne, dite « Directive Nitrates », impose aux États Membres de fixer des programmes d'actions applicables dans les zones vulnérables.

Dans ces zones vulnérables s'applique le cinquième programme d'action à mettre en œuvre par les agriculteurs concernés, constitué d'un programme d'actions national (PAN) et d'un programme d'actions régional (PAR).

- **Programme d'action national**

L'arrêté interministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole modifié par l'arrêté du 23 octobre 2013 et par l'arrêté du 11 octobre 2016.

- **Programme d'action départemental**

L'arrêté préfectoral du 24 juin 2014 établissant le référentiel pour la mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée dans la région Bourgogne.

Il faudra par conséquent respecter le 5<sup>ème</sup> programme d'actions actuellement en vigueur dans le département de l'Yonne, dont les principales mesures sont :

- Respecter les **dates d'interdiction d'épandage** (voir plan d'épandage).

- Réaliser chaque année un **plan de fumure prévisionnel** et un **cahier d'enregistrement** des épandages.

- La quantité maximale d'azote organique épandue annuellement ne doit pas dépasser **170 kg/ha de SAU et par an**.

- Le calcul de la dose prévisionnelle d'azote à apporter est obligatoire sur chaque îlot cultural, en se limitant à l'équilibre entre les besoins prévisibles en azote de la plante et les apports d'azote de toute nature. Ce calcul se base sur le « référentiel GREN ». Pour le 1<sup>er</sup> apport réalisé avant le 15 février, la dose totale minérale apportée ne doit pas dépasser **50 unités d'azote sur blé, orge d'hiver et escourgeon et 80 unités sur colza**. Les apports d'azote minéral suivants sont plafonnés à 120 unités pour le blé, l'orge d'hiver, l'escourgeon et le colza.

- Pour tout exploitant plus de 3 ha en zone vulnérable, une analyse de sol doit être réalisée chaque année sur un îlot cultural au moins pour une des trois principales cultures exploitées en zone vulnérable.

- Couvrir les sols en période automnale ou hivernale. Le couvert peut être de différents types selon le type d'interculture (CIPAN, repousses, dérobée,...). En cas d'interculture courte, la durée d'implantation des couverts est d'un mois et la destruction est possible qu'à partir du 15 août. En cas d'interculture longue, la durée d'implantation du couvert est de 2 mois et la destruction est possible à partir du 15 octobre.

Le stockage des fumiers aux champs respecte les conditions suivantes (Arrêté du 11 octobre 2016 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011) :

- Les effluents stockés ne peuvent pas être mélangés avec d'autres produits n'ayant pas les mêmes caractéristiques.
- Stockage sur des parcelles exploitées en respectant les distances d'épandage: par rapport aux cours d'eau et aux tiers, en dehors des zones inondables ou de sols très superficiels.
- Pas de stockage sur les zones où l'épandage est interdit (sols en pente, inondables ou filtrants).
- Durée maximale de stockage de 9 mois Le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de 3 ans.
- Le volume du dépôt doit être adapté aux besoins de fertilisation des parcelles réceptrices et avoisinantes. Ainsi le stockage de fumier sur une parcelle peut servir à l'épandage d'un groupe de parcelles situées à proximité.
- Tous les dépôts au champ doivent être enregistrés sur le cahier de fertilisation: date de dépôt, lieu (îlot), date de reprise pour épandage.
- Le tas doit être conique, constitué de façon continue et homogène pour limiter l'infiltration de l'eau et les zones de stagnation des eaux de ruissellement, sur une hauteur maximale de 3 m.
- Les écoulements latéraux de jus sont interdits.
- Le tas doit être mis en place selon une des trois modalités suivantes :
  - soit sur une prairie ;
  - soit sur une CIPAN bien développée ou une culture de plus de 2 mois, et à condition de le couvrir du 15 novembre au 15 janvier ;
  - soit sur un lit de 10 cm de matériau absorbant (paille, sciure...).

## **7° COMPATIBILITE DU PROJET**

Dans notre cas, le projet et les épandages tiennent compte des différents plans et programmes en application sur le secteur d'étude.

**Au niveau du site d'élevage :**

- Les bâtiments sont étanches (sol bétonné) ;
- Aucun rejet d'eaux usées dans le milieu naturel ne sera effectué. Les eaux de lavage et les purins des fumiers seront collectés dans deux fosses : une cuve enterrée et une poche souple.

- La capacité de stockage des effluents liquides est conforme aux ICPE et à la Directive Nitrates. La capacité de stockage est de plus de 4 mois (environ 5,2 mois).
- Les veaux sont logés en aire paillée 100 % paillée tous les jours. Les curages ont lieu tous les 2 mois. Les fumiers sont stockés en bout de champ conformément à la Directive Nitrates.

**Au niveau du stockage bout de champ des fumiers et de l'épandage des effluents :**

- Les périodes et les doses d'épandage seront adaptées aux besoins des cultures et respectent la Directive Nitrates ;
- Les exclusions réglementaires comme les distances d'épandage par rapport aux cours d'eau sont également prises en compte ;
- Les fumiers seront enfouis dans les 24 h suivant les épandages en cas d'épandage sur terres nues ;
- Le fumier est stocké en bout de champ, les distances vis-à-vis des cours d'eau seront respectées. Le stockage sera privilégié sur les parcelles avec des sols profonds pour limiter le risque de lessivage (Cf. plan d'épandage) ;
- Une étude pédologique et la définition de l'aptitude des sols ont été réalisées pour la mise en place du plan d'épandage ;
- Le plan d'épandage a été élaboré dans le respect de la directive nitrates et des programmes d'action en vigueur. Les périodes et les doses d'épandage seront adaptées aux besoins des cultures ;
- Une analyse du fumier a été réalisée afin de mieux connaître l'effluent à épandre ;
- Aucun périmètre de protection de captage n'est concerné par les épandages.